



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 108 du 19 février 2016

Pays nordiques

Echanges commerciaux. Le solde commercial des échanges de biens de la France avec les pays nordiques s'est amélioré, d'un déficit de -3 Mds€ en 2014 à un déficit de -1,9 Md€ en 2015 ; le volume total d'échanges a un peu augmenté (de 24 Mds€ à 24,3 Mds€). L'amélioration vient d'une nette hausse des exportations (+7 %, de 10,5 Mds€ à 11,2 Mds€), avec notamment plusieurs Airbus exportés vers la Suède et la Finlande, combinée à une baisse des importations (-3 %, de 13,5 Mds€ à 13,1 Mds€). Le déficit de 2015 s'est fait essentiellement avec la Norvège (1,5 Md€ environ pour 1,5Md€ d'exportations et 3 Mds€ d'importations) alors que la France bénéficie d'un léger excédent avec le Danemark (0,1 Md€ pour 2,5 Mds€ d'exportations et 2,4 Mds€ d'importations) et qu'elle a bien réduit son déficit avec la Suède (0,2 Md€ en 2015 après 0,7 Md€ en 2014, pour 5,2 Mds€ d'exportations et 5,4 Mds€ d'importations) et la Finlande.

Danemark

Commerce. Sur l'ensemble de l'année 2015, les exportations de marchandises du Danemark ont progressé de +2,4 % par rapport à 2014. La hausse des exportations a été la plus forte dans le secteur pharmaceutique, ainsi que vers les Etats-Unis et vers la Chine, alors que les exportations vers le Royaume-Uni ont fortement baissé (-18,6%), principalement celles de turbines éoliennes et de pétrole brut. L'année 2015 se termine néanmoins par une baisse de -20,5 % entre novembre et décembre 2015 des exportations danoises de produits chimiques et pétroliers ainsi qu'une baisse de -10,1 % des exportations du Danemark vers la Chine.

Agriculture. Selon l'Institut danois des statistiques et Organic Denmark (association regroupant des producteurs et entreprises du secteur de l'agriculture biologique ainsi que des consommateurs), les exportations danoises de produits agro-alimentaires biologiques ont été multipliées par sept en dix ans. Leur montant devrait s'élever à 2 Mds DKK (270 M€) en 2016 et atteindre 3 MdsDKK (405 M€) en 2020 (soit +10 % de croissance par an). L'Allemagne est de loin le premier marché d'exportations pour les produits bio danois, suivie par la Suède et les Pays-Bas.

Réfugiés. Le premier ministre, Lars Løkke Rasmussen, a ouvert des discussions tripartites centrées sur l'intégration des réfugiés sur le marché du travail, alors que 25 000 demandeurs d'asile sont attendus pour 2016 (21 000 en 2015) selon l'Institut danois des statistiques. La principale proposition de Lars Løkke Rasmussen – le versement par l'Etat d'une prime de 3 300 € aux communes pour chaque réfugié qui intégrerait le marché du travail – a reçu un accueil réservé de la part de l'Association des Communes (KL). Ces négociations interviennent dans un contexte favorable pour le marché du travail, en dépit de l'abaissement marqué par le Conseil des Sages des prévisions de croissance pour 2016 (1,1% contre 2,1% annoncé auparavant). Le parti nationaliste danois a fait savoir qu'il ne souhaitait pas prendre part à un accord.

Finlande

Bio-carburants. L'entreprise chinoise Kaidi a présenté un projet de construction d'une bio-raffinerie de seconde génération à Kemi, dans le nord de la Finlande. L'investissement total est évalué à environ 1Md€ et la construction pourrait débuter l'année prochaine pour une mise en service en 2019. Il est prévu que la raffinerie produise 200 000 tonnes de biocarburant par an, dont 75 % de biodiesel et 25 % de biogazoline, à partir de bois-énergie. Kaidi estime qu'environ 4000 emplois seront créés durant la phase de construction et qu'en phase d'exploitation, la bio-raffinerie emploiera 150 personnes. La décision définitive sur l'investissement sera prise avant la fin de l'année en cours.



La quinzaine nordique – 19 février 2016 © DG Trésor

Industrie. Le chiffre d'affaires de l'industrie à l'automne 2015 (septembre à novembre 2015) était inférieur de -5,8 % à celui de la même période 2014. L'industrie chimique et l'industrie électronique ont enregistré les baisses de chiffre d'affaires les plus importantes (respectivement -16,0 % et -13,2 %). Seule l'industrie forestière a connu une hausse, limitée, de son chiffre d'affaires, de l'ordre +0,5% selon l'Institut finlandais des statistiques.

Solaire. L'entreprise ABB, qui développe des convertisseurs pour l'industrie de l'énergie solaire photovoltaïque, a investi 4 M€ dans un laboratoire de recherche à Pitäjänmäki. Ce laboratoire vise à tester les performances des convertisseurs solaires selon différentes conditions météorologiques et perturbations sur le réseau électrique.

Commerce. Le déficit commercial français avec la Finlande s'est quasiment résorbé, passant de -463 M€ en 2014 à -28 M€ en 2015. Les exportations françaises vers la Finlande ont augmenté de +33 % en 2015 pour atteindre 1,91 Md€, avec la livraison des trois premiers Airbus A350-900 sur les 19 commandés par la compagnie Finnair. Les importations de biens finlandais ont augmenté de -2 % pour atteindre 1,94 Md€ en 2015. Les aéronefs et engins spatiaux (437 M€), les matières plastiques sous formes primaires (95 M€) et les véhicules automobiles (86 M€) représentent les trois premiers postes d'exportations de la France en Finlande. Les principaux postes d'importations sont quant à eux : le papier et carton (399 M€), les machines agricoles et forestières (115 M€) et les bois, sciés et rabotés (103 M€).

Union bancaire. Le ministère des Finances finlandais a publié un communiqué de presse pour clarifier la position du gouvernement finlandais sur la proposition présentée par la Commission européenne en novembre 2015 visant à établir un Système européen de garantie des dépôts. Le gouvernement finlandais souhaite au préalable que les pratiques de supervision et de réglementation soient harmonisées et que les risques qui pèsent sur les secteurs bancaires nationaux soient réduits ; le gouvernement émet ainsi des réserves sur le calendrier, qui prévoit une mise en œuvre dès 2017.

Islande

Contrôles de capitaux. L'Icelandic State Financial Investments (ISFI), qui gère les participations de l'Etat islandais au capital des banques Landsbankinn (98 %), Arion Banki (13 %) et Íslandsbanki (5 %), est mandaté par le gouvernement pour préparer la vente des participations dans Landsbankinn à hauteur de 28,2 %. L'ISFI a lancé un appel d'offre pour des services de conseil en vue du projet de vente, qui pourrait s'étendre aux autres banques. La décision de vente est soumise à validation du Ministre des finances, après consultation du Parlement et de la Banque centrale.

Stabilité financière. Le Conseil de stabilité financière estime que la montée des déséquilibres macroéconomiques et la croissance du crédit domestique pourraient avoir un impact négatif sur le système financier, et appelle à une attention particulière sur l'accès à la liquidité par les banques tout au long du processus de levée des contrôles de capitaux. Le Conseil émet plusieurs recommandations en vue de renforcer les exigences de fonds propres pour les trois banques systémiques islandaises : Arion Banki, Íslandsbanki et Landsbankinn.

Conjoncture. La Banque centrale islandaise maintient ses taux d'intérêt inchangés, à 5,75 %, à l'issue de sa réunion de politique monétaire du 10 février 2016. Son diagnostic macroéconomique prévoit une croissance de +4,1 % pour 2015 et de +4,2 % pour 2016, avec une consommation privée très dynamique, soutenue par la hausse des revenus des ménages et la faiblesse de l'inflation. La Banque centrale estime que les capacités de l'économie arrivent à saturation et que les revalorisations salariales agréées par les partenaires sociaux en 2015 pourraient faire croître les salaires réels plus vite que la productivité. Elle attend un redressement de l'inflation (+2,1 % en janvier 2016) au-delà de sa cible de +2,5 %, à +3 % dès fin 2016 puis +4 % en 2017, qui pourrait justifier un resserrement de sa politique monétaire.

Norvège

Croissance. Le bureau des statistiques norvégien (SSB) a publié cette semaine les chiffres de la croissance en Norvège pour 2015 : +1,6 %. L'économie continentale a crû de +1,0 %, soutenue par la consommation des ménages (40 % du PIB, +2 %) et celle des administrations publiques (22 % du PIB, +1,8 %). Malgré le contexte de crise des marchés pétroliers, l'activité offshore a contribué à la croissance pour 0,6 pt de % : la production pétrolière et gazière a augmenté de 3,7 % en 2015, avec de fortes livraisons de gaz au cours du dernier trimestre 2015 (à titre d'illustration, les importations françaises de gaz en provenance de Norvège ont augmenté en valeur de +8 % en 2015). Exprimé en dollars américains, le PIB norvégien pour 2015 s'élèverait à 499,8 MdsUSD (28^{ème} rang mondial).

RSE. Le fonds souverain norvégien a annoncé au début de février 2015 avoir vendu les actions qu'il détenait dans 73 entreprises, dont il a estimé que l'activité n'était pas compatible avec ses exigences environnementales et sociales. Les noms des sociétés en question n'ont pas été divulgués dans le rapport annuel des « investissements responsables » du



La quinzaine nordique – 19 février 2016 © DG Trésor

fonds, qui mentionne néanmoins qu'il s'agit, pour la grande majorité d'entre elles, des compagnies exploitantes de charbon, ou impliquées dans des activités minières, le secteur du ciment ou encore le bâtiment. Le DG Yngve Slyngstad a déclaré attendre des entreprises dans lesquelles le fonds investit qu'elles communiquent clairement sur leurs activités afin de pouvoir mesurer les risques pris et la rentabilité sur le long terme des investissements effectués. Au cours des 4 dernières années, le fonds s'est séparé de ses participations dans 187 entreprises, pour des raisons liées au manque de compatibilité avec ses exigences en matière de droits de l'Homme ou d'environnement (RSE).

Offshore. Les 2 et 3 février 2016 s'est déroulée à Stavanger la conférence stratégique du secteur offshore (pétrole et gaz), au cours de laquelle les intervenants, représentant les principaux acteurs du secteur, se sont montrés optimistes sur l'avenir de l'industrie norvégienne : la remontée des prix serait annoncée pour 2017 ; la production gazière norvégienne devrait croître en importance dans la mesure où le gaz naturel serait voué, selon les analyses de l'AIE, à remplacer le charbon dans les prochaines années ; et enfin, selon Tord Lien, ministre du pétrole et de l'énergie, « celui qui assistera à la fin de l'exploitation des hydrocarbures norvégiens n'est pas encore né ». Pour le court terme, l'accent a été mis sur la recherche et l'innovation, avec des annonces d'investissements supplémentaires allant de 50 à 150 M NOK (5 à 15 M€). Les discussions ont aussi porté sur la standardisation des outils, la collaboration entre les acteurs du secteur, la digitalisation et la baisse du niveau d'exigence pour la délivrance de permis d'exploration et d'exploitation.

Telenor. L'autorité de concurrence de l'AELE a émis des interrogations sur de possibles pratiques anti-concurrentielles de Telenor, qui pourrait avoir abusé de sa position dominante en Norvège sur plusieurs marchés touchant aux services d'accès mobile sur une période allant de 2008 à 2012. Telenor est invitée à répondre d'ici le 11 avril à ces interrogations. Pour mémoire, l'ESA (ESA - EFTA Surveillance Authority), basée à Bruxelles, s'assure que les entreprises opérant dans les pays de l'AELE se conforment aux règles relatives à la concurrence. L'Autorité peut enquêter sur d'éventuelles infractions aux dispositions de l'UE, soit de sa propre initiative, ou sur la base de plaintes, et peut imposer des amendes aux entreprises individuelles et donner son avis sur les fusions entre entreprises.

Pollution. Après plusieurs pics de pollution constatés cet hiver à Oslo et dans un contexte de polémique sur la qualité de l'air, la municipalité d'Oslo a adopté une réglementation d'urgence interdisant la circulation des véhicules diesel lors des épisodes de forte pollution. Cette mesure fait écho à l'annonce l'année dernière de la volonté de la municipalité de bannir les voitures (y compris électriques) du centre-ville d'ici à 2019. Au plan national, le parti travailliste (dans l'opposition) voudrait accroître l'utilisation de voitures propres (20% des immatriculations en 2015), grâce à une refonte de la fiscalité.

Suède

Politique industrielle. Le gouvernement suédois a présenté fin janvier 2016 sa stratégie de réindustrialisation, annoncée dès la campagne du PM Stefan Löfven, et dont le principal objectif vise à faire de la Suède un leader de la production industrielle innovante et durable, en facilitant l'adaptation des entreprises au changement technologique. Partant d'un état de lieux complet de l'industrie suédoise (ralentissement de la compétitivité, maintien de la part de l'industrie dans la VA, amorce d'un mouvement de réindustrialisation et appropriation progressive de la quatrième révolution industrielle), le gouvernement déroule une feuille de route en quatre grandes orientations, surtout d'ordre programmatique (pas de budget dédié à la nouvelle stratégie, pas de nouvelle structure/agence créée) : 1/ une «industrie 4.0», pour faire de l'industrie suédoise un leader dans le développement numérique, 2/ une production soutenable/durable, avec une utilisation efficiente des ressources qui préserve l'environnement, 3/ un développement des compétences professionnelles, pour favoriser l'employabilité sur le long terme et répondre aux besoins spécifiques de l'industrie et enfin 4/ un banc d'essai/banc de test (« testbed ») pour orienter les efforts en matière de R&D vers les secteurs de l'avenir.

«Make in India». Le PM suédois, Stefan Löfven, s'est rendu en Inde avec une délégation d'une vingtaine de chefs d'entreprises (Saab, Ericsson, Volvo, ABB, Scania, Tetra Pak, Atlas Copco, Recipharm, IKEA, H&M...) pour participer au salon industriel « Make in India » aux côtés du PM Indien Narendra Modi et approfondir les relations commerciales bilatérales. L'Inde n'est aujourd'hui que le 19^{ème} pays client de la Suède et le 29^{ème} pays fournisseur avec moins de 2 Mds€ d'échanges bilatéraux par an. Selon la presse locale, le gouvernement comme les entreprises de la sphère Wallenberg, qui ont financé le plus important pavillon étranger à cette occasion, ont cherché à promouvoir l'avion de chasse JAS 39 Gripen NG face à ses concurrents français (Rafale) et russe (Sukhoi), ainsi que l'offre de système de défense aérien proposée par Saab. Parallèlement, IKEA a annoncé l'ouverture de 25 grandes surfaces en Inde au cours des 10 prochaines années, ouvrant la voie à un investissement de 1,4 Md€.

Tourisme. Selon l'Agence publique pour la croissance économique régionale (*Tillväxtverket*), la fréquentation des hébergements touristiques continue de progresser à un rythme soutenu et vient d'atteindre 60,4 millions de nuitées en 2015 (+7%). Une ventilation de ces chiffres montre que les nuitées des résidents locaux (45 M de nuitées) progressent



La quinzaine nordique – 19 février 2016 © DG Trésor

de +6,1 %, contre +10,5 % pour les touristes étrangers (15 M de nuitées). Dans la catégorie des touristes étrangers, la progression est particulièrement importante pour les populations venant de la zone hors UE (+21%), par rapport aux voisins nordiques (+8%) et aux touristes de l'UE (+6%). Ainsi, la part des touristes hors zone UE représente désormais 20% des nuitées des étrangers venant en Suède, contre 10% en 2010. Les touristes norvégiens dominent toujours avec 3,5 M de nuitées devant les Allemands (2,9 M), les Danois (1,2 M), les Néerlandais (650 000) et les Finlandais 570 000). Les français se situent au 9ème rang avec 310 000 nuitées en Suède, soit une progression de 9%. A noter les fortes progressions des touristes chinois (261 000 nuitées, soit +60%) et indiens (183 000 nuitées, soit +70%).

Commission Wessberg. Une semaine après les annonces concernant les deux lignes à grande vitesse, la Commission Wessberg a présenté le 8 février les mesures visant à promouvoir le développement des transports urbains dans les trois plus grandes aires urbaines de Suède (Stockholm, Göteborg et Malmö). 12 projets ont été sélectionnés par la Commission Wessberg pour servir de base aux négociations. Pour la région de Stockholm, la Commission Wessberg retient 5 projets d'envergure comprenant la construction d'une nouvelle ligne de métro, le prolongement d'une ligne de métro existante ainsi que la construction d'une ligne de tramway et de l'Osterleden, dernière étape permettant la création d'un périphérique autoroutier autour de Stockholm. Pour la région du Västra Götaland (Göteborg), la Commission retient 4 projets de construction de lignes de tramway et de pistes cyclables et, pour la région de la Scanie, 3 projets de construction de lignes de tramway et de pistes cyclables à Malmö, Lund et Helsingborg.

5G. Le 17 février, Ericsson et Telefonica ont signé un accord de principe pour le développement des technologies, produits et services 5G. Cette coopération se concentrera principalement sur 5G PPP (partenariat public-privé pour un réseau 5G avancé) et ETP Networkworld 2020.

Bourse. L'américain Mylan vient de lancer une nouvelle OPA sur le suédois MEDA Pharma, après une première tentative début 2014 sans succès. Mylan a revu son offre à la hausse et propose 85 Mds SEK (9,9 Mds USD), dette incluse ; l'augmentation de l'offre tient aussi au fait que MEDA Pharma a absorbé l'italien Rottapharm fin 2014 (prix d'acquisition à l'époque de plus de 2 Mds€) pour gonfler son portefeuille de produits pharmaceutiques. L'offre de Mylan correspond ainsi à une prime de près de 100 % par rapport à la cotation de MEDA, ce qui constitue un record en la matière pour la place de Stockholm. Les principaux actionnaires, la famille Stena qui contrôle 20 %, et le Conseil d'administration ont annoncé qu'ils apportaient leur soutien à cette OPA. La gamme de produit de MEDA comprend notamment l'antiseptique Betadine ainsi que le corticoïde – antihistaminique Dynamista et les anti-inflammatoires Dona.

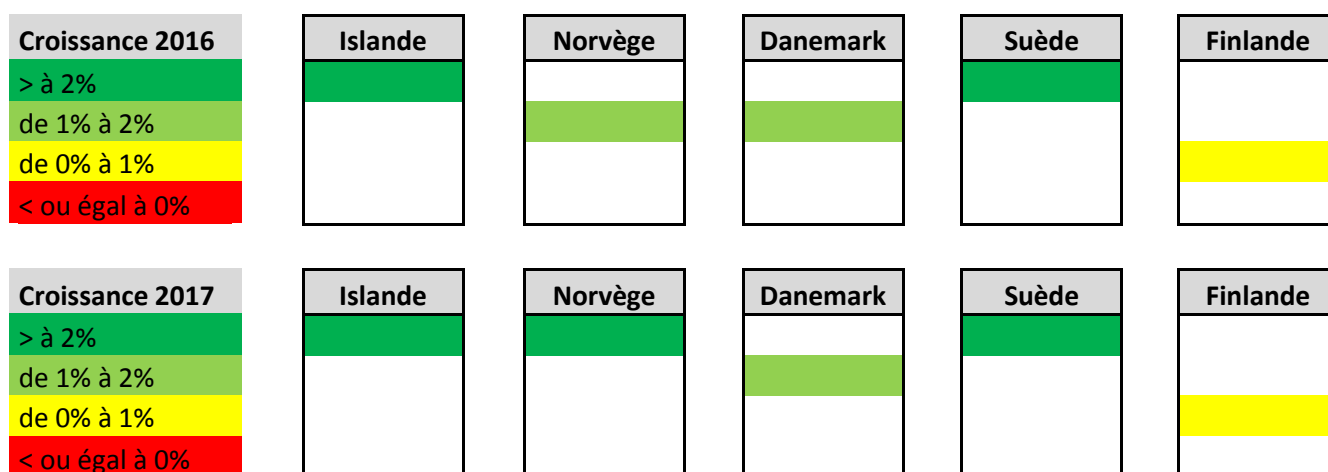
Riksbank. Le 10 février, la Riksbank a réduit ses taux directeurs, de -0,35 % à -0,5 %, dans le but de préserver la crédibilité de la cible d'inflation, dans la mesure où l'inflation a été régulièrement plus faible que prévu ; la Riksbank annonce par ailleurs une poursuite des achats d'obligations publiques selon le programme annoncé précédemment et se dit prête à faire davantage. L'annonce de la Banque centrale a induit une forte dépréciation de la couronne face à l'euro : de 9,30 EUR/SEK, son niveau une semaine avant l'annonce, elle est tombée à 9,52 EUR/SEK le jour de l'annonce, avant de remonter quelque peu depuis, à 9,46 EUR/SEK le 17/2. La publication du chiffre d'inflation de janvier le 18/2 à +0,8 %, au-dessus de la prévision de la Riksbank (+0,6 %), a été suivie d'une appréciation immédiate de la couronne suédoise, qui est remonté au-dessus de 9,40 EUR/SEK.

Royaume-Uni. A la veille du Conseil Européen, la ministre des finances Magdalena Andersson a publié dans la presse une tribune intitulée « Il est important pour la Suède que la Grande-Bretagne reste dans l'UE » dans laquelle elle commente les 4 axes de la discussion, en rappelant la proximité des positions britanniques et suédoises sur un grand nombre de sujets européens, avant de conclure sur l'engagement du gouvernement suédois en faveur d'un accord permettant au Royaume-Uni de rester dans l'UE.

Commerce. 2015 marque une nouvelle amélioration des échanges bilatéraux au bénéfice de la France, avec une réduction du déficit commercial français de 667 à 239 M€, alors qu'il avait atteint 1,2 Md€ en 2013 ; cette amélioration tient en partie à des facteurs temporaires la livraison de deux avions Airbus fin 2015 à la compagnie SAS et au boom du marché automobile suédois, et pourrait persister sur les 2-3 années à venir (avec notamment la livraison des 10 autres Airbus de la commande passée par SAS fin 2013), avec aussi une amélioration sur le secteur des biens d'équipement. Avec 10,5 Mds€ d'échanges commerciaux en biens en 2015, la Suède est le 1^{er} partenaire commercial de la France dans la zone nordique.



1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (Février 2016)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Gouvernement	1,9	2,0	1,2	1,2	1,2	1,6	3,1	2,6	-	-
Banque centrale	1,8	2,0	0,7	1,0	1,0	1,7	3,5	2,8	4,2	3,4
Institut stat./conj****	1,1	2,3	1,0	1,3	1,7	2,1	3,9	2,5	3,5	2,8
Commission*	1,7	1,9	0,5	0,9	1,5	2,2	3,2	2,9	3,3	2,3
FMI**	2,0	2,1	0,9	1,2	1,3	1,6	3,0	2,7	3,7	3,0
OCDE***	1,8	1,9	1,1	1,7	1,1	2,0	3,1	3,0	3,7	2,9
SEB	1,8	2,2	0,4	1,1	1,5	1,6	3,7	2,8	-	-
Nordea	1,7	1,9	0,5	0,7	1,9	1,4	3,8	2,4	-	-
Danske Bank	1,5	1,8	0,6	1,1	1,5	2,0	3,3	2,5	-	-



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Déficit										
Gouvernement	-2,8	-2,0	-2,9	-2,6	6,6	-	-0,9	-0,8	-	-
Commission*	-2,7	-1,9	-2,8	-2,5	7,2	7,0	-1,1	-1,2	-0,5	-0,5
FMI**	-2,8	-2,4	-2,8	-2,6	6,2	6,7	-0,7	-0,4	0,4	1,0
OCDE***	-2,8	-2,8	-2,7	-1,6	5,5	5,4	-0,6	-0,3	0,3	0,7

NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2016	2017	2016	2017	2016
Dette										
Gouvernement	38,4	39,1	64,9	66,6	-	-	42,8	42,1	-	-
Commission*	38,3	38,8	65,0	66,2	28,6	30,4	43,1	42,3	58,0	55,0
FMI**	48	48,4	64,0	65,4	28,1	28,1	42,6	41,3	69,5	63,5

NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2016	2017	2016	2017	2016
Autres										
inflation (IPCH)*	0,9	1,7	0,1	1,5	2,6	2,2	1,1	1,4	2,5	2,7
cons. privée*	2,0	2,1	0,6	0,6	1,5	2,0	2,6	2,8	3,6	3,4
chômage (BIT)*	5,8	5,6	9,4	9,3	4,1	4,3	6,9	6,7	3,8	3,5

Source :

* *Prévisions d'hiver* (février 2016)

** *World Economic Outlook* (octobre 2015) ou rapports pays

*** *Perspectives économiques* (novembre 2015)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

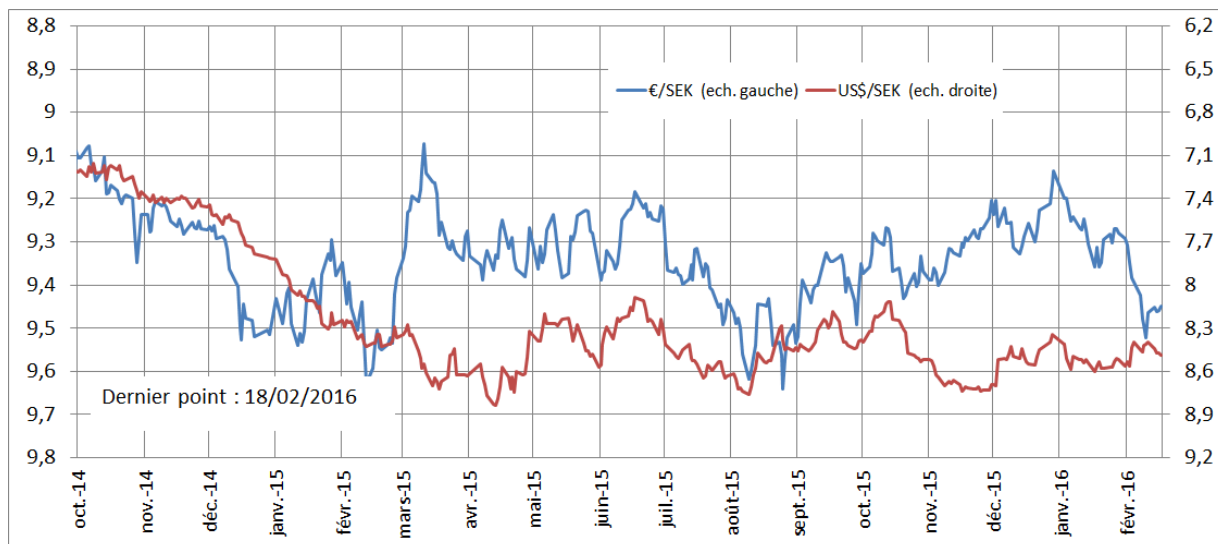
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

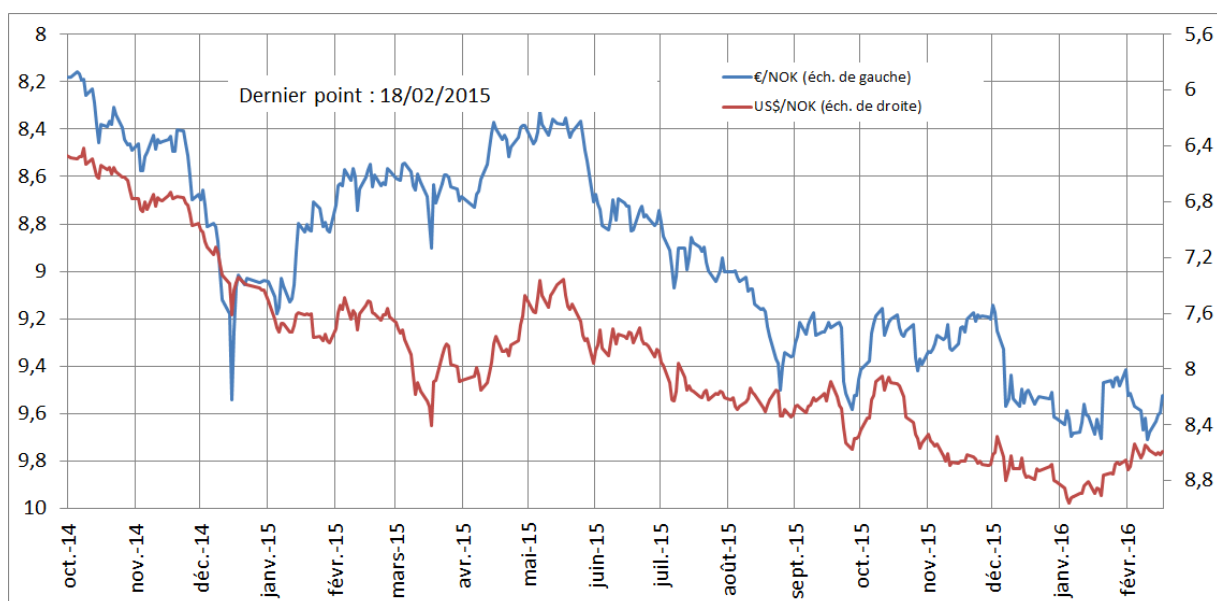


3. Evolution historique des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Olivier Redoulès (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Clothilde Bauduin, Simone Le Ray, Michel Lallemand, Philippe Martinez), Helsinki (Nadine Mouy, Alexis Stevenson), Oslo (Christian Fatras, Adrien Labaune), et du Service Économique Régional de Stockholm (Frédéric Lemaître, Thomas Charrier, Julien Grosjean, Olivier Redoulès, Coline Serra).